



# Entre islamisme radical et incorporation républicaine

À propos des meurtres de Toulouse  
et de Montauban.

Les deux Mohammed, Merah et Legouad, 23 ans

**Catherine Wihtol de Wenden**

CNRS, CERI-Sciences-Po

Catherine Wihtol de Wenden revient sur la tuerie commise par Mohammed Merah (meurtre entre autres d'un soldat de son âge et issu de l'immigration) pour revenir sur les non dits des parcours d'intégration, à travers notamment l'engagement des jeunes issus de l'immigration dans l'armée républicaine, loin des «castings» politiques qui privilégient les «beurs» carriéristes. Ces engagements apparaissent pour ces jeunes comme une entreprise de contournement des discriminations, quand bien même certains préjugés subsistent-ils encore au sein de l'armée, chez les petits chefs en particulier.

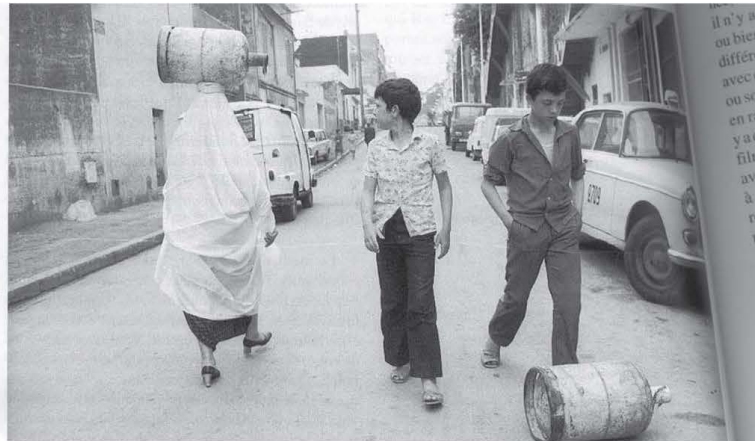
Les meurtres commis par Mohammed Merah, 23 ans, à l'encontre de militaires issus de la diversité à Montauban dont Mohammed Legouad, 23 ans également, ont fait l'objet d'analyses revenant sur la vie du meurtrier (Le monde.fr le 13 juin 2012). Mais les parcours des militaires qui ont été sa cible avant la tuerie de l'école juive de Toulouse ont été moins analysés<sup>1</sup>. En ces temps de campagne présidentielle, l'exceptionnalité du cas Merah a sans doute davantage retenu l'attention du public et des media que les vies ordinaires et pourtant emblématiques de parcours d'intégration réussis, quoique ordinaires, des victimes, trois soldats issus de l'immigration maghrébine et un ultra-marin. Peu de travaux ont été réalisés sous la forme d'enquêtes approfondies sur la présence de jeunes issus de l'immigration dans l'armée française, à l'exception de deux : celui que j'ai mené avec Christophe Bertossi, publié en 2007 sous le titre *Les couleurs du drapeau* et la thèse soutenue en 2012 à Sciences-Po d'Elyamine Settoul sur l'engagement des militaires issus de l'immigration. Ces deux recherches convergent dans le sens où elle montrent à la fois le choix de l'armée par ces jeunes comme désir





de s'en sortir face aux discriminations qu'ils ont pu rencontrer dans l'accès à l'emploi et leur souci d'être français comme les autres sous l'uniforme et une fois rentrés dans leur vie privée, tout en gardant le choix de se reconnaître ou non comme musulmans et d'être identifiés comme tels.

La recherche réalisée pour le Ministère de la Défense, de 2003 à 2005 (publiée sous le titre *Les couleurs du drapeau*, Paris, Robert Laffont, 2007) sur les militaires français issus de l'immigration cherchait à mieux connaître, après la fin du service militaire obligatoire en France décidée par Jacques Chirac en 1996, ces nouveaux militaires volontaires et les stratégies déployées par l'armée pour attirer ceux qu'elle désigne comme cœur de cible vers



l'engagement.

Parfois double nationaux et de culture musulmane, ils ont choisi l'armée au moment où elle se professionnalisait, dans un contexte international marqué par des conflits mettant en jeu l'islam (Liban, Afghanistan) et dans la perspective nationale et européenne de diversification des recrutements dans l'armée de métier. Quelle place pour ces minorités dites « visibles » dans l'armée ? L'interrogation du Ministère de la Défense portait surtout sur leur adhésion aux valeurs patriotiques et citoyennes incarnées par l'armée française, sur la place que les armées faisaient à ces nouvelles recrues que l'on retrouve surtout comme soldats du rang,

l'attitude de ceux qui les encadrent et de leurs pairs à leur égard. Un travail d'enquête approfondie s'est déroulé dans 27 sites auprès des quatre armes (armée de terre, marine, armée de l'air, gendarmerie) montre que trois grands thèmes ressortent fortement du discours de personnes ayant fait l'objet des entretiens (sur la base du volontariat) : la citoyenneté, l'islam et les discriminations. Une telle étude a montré que l'intégration constituait, aux yeux des militaires issus de l'immigration, un questionnement insidieux et privé de sens car ce sont les valeurs patriotiques, nationales, républicaines, méritocratiques et citoyennes qui les ont

conduits à choisir l'armée et qu'ils sont nés en France, y ayant toujours vécu pour la plupart et se considérant comme Français. L'armée, qui

incorpore 10 à 15% d'entre eux, apparaît dans leur discours comme une vaste entreprise de « blanchiment social », de contournement des discriminations par ceux qui veulent échapper aux déterminismes socio-culturels et géographiques de leur vie antérieure en effectuant une promotion sociale. Point de communautarisme donc pour ces jeunes qui se sentent avant tout français, même s'ils sont doubles nationaux, attachés à l'égalité que l'armée représente à leurs yeux. Bien que quelques-uns, très peu nombreux aient refusé d'aller en Afghanistan, les allégeances et identités plurielles sont un questionnement tout aussi illégitime pour eux car ils manifestent un loyalisme







profond à l'égard des valeurs patriotiques et citoyennes de la France. En revanche l'identification à l'Europe est lointaine. Ils se déclarent fiers d'être militaires, prêts à servir leur pays et à accomplir les missions confiées, y compris dans un pays musulman. Une partie d'entre eux (le quart environ) ont des parents militaires (anciens harkis, militaires de carrière). Français avant tout malgré leur double nationalité qu'ils vivent comme une appartenance privée, comme l'islam, ils vivent d'autant plus mal d'être considérés comme un groupe à part, ethnicisé et mis à distance, car ils ne revendiquent ni collectivement ni individuellement leurs différences. La pratique de l'islam est faible et surtout individuelle, bricolée dans les méandres de la vie professionnelle et doublée d'une aspiration profonde à la tolérance et à la laïcité. Les femmes dans l'armée (10%) d'origine immigrée et de culture musulmane, sont venues pour fuir les discriminations et pour réaliser leur projet professionnel.

Beaucoup de « bonnes nouvelles », donc, pour l'armée qui a pourtant accepté difficilement et douloureusement certains résultats de cette enquête. L'ensemble des discours fait apparaître une adhésion totale aux valeurs républicaines : l'armée représente pour les jeunes recrues une seconde chance, surtout chez les moins diplômés, mais aussi une voie d'accès à la classe moyenne. Pour tous les interrogés, il n'y a aucune incompatibilité entre le fait d'être militaire et musulman, double national et « visible ». De son côté, l'armée cherche à conserver, malgré l'abandon du service militaire, son image d'armée « à l'image de la nation » tout en étant devenue une armée au service de la nation (armée de métier). Mais la réalité pour ces jeunes est souvent plus dure car ils découvrent au sein de l'armée certaines discriminations rencontrées dans la vie civile : amalgames avec les

« cassos », les banlieues qui flambent et avec l'islam intégriste, difficulté à vivre comme musulman dans l'institution militaire. Si les hauts gradés sont convaincus des bénéfices qu'ils peuvent tirer de la diversité, ils peinent à convaincre l'encadrement intermédiaire des militaires du rang. A l'inverse, la forte pratique religieuse catholique des hauts gradés tranche selon les jeunes avec l'idéal républicain et laïque, tout comme l'esprit élitiste de certains. En un mot les hauts gradés sont ouverts à la diversité mais peu sensibles aux discriminations ordinaires des petits chefs tout en affichant des valeurs religieuses et sociales souvent éloignées de la laïcité républicaine et les petits chefs sont très républicains quant aux principes tout en restant hostiles à la diversité et à l'islam.

Si l'armée comme l'islam intégriste recrutent, la première fait davantage d'émules que les entraînements auprès du djihad en Afghanistan, mais on en parle moins. Force est de constater que le cas Merah était isolé et peu représentatif des parcours des jeunes issus de l'immigration, même si ce dernier avait essayé d'entrer dans l'armée à deux reprises avant d'épouser la cause du combat islamiste radical. Dans le passé, d'autres vies avaient aussi dévié vers le terrorisme, et leurs protagonistes étaient tenus à l'écart par la famille et les proches du quartier. Tel a été le cas de Khaled Kelkal, poseur de bombes sur le trajet du TGV Lyon Paris, en 1995, qui vivait dans les bois, coupé de sa famille de la banlieue lyonnaise. Il avait auparavant raconté sa vie à un jeune doctorant allemand, Dietmar Loch au cours d'un séjour en prison. Une suite d'humiliations scolaires, de renoncements à ses ambitions initiales, l'avaient mené là. Un autre, Zacharias Moussaoui, présumé être le 20<sup>ème</sup> auteur des attentats du 11 septembre 2001, avait passé sa jeunesse dans la banlieue toulousaine avant de se convertir à l'islamisme radical





en fréquentant les mosquées de Bradford et des environs de Londres, au Royaume Uni. Le manque de connaissance dont fait preuve la société française à l'égard des mutations observées chez les jeunes issus de l'immigration qui commencent à prendre place dans les institutions de la république tranche avec la réalité des parcours d'intégration. Ceux-ci se font moins souvent par la grande porte des « castings » politiques qui privilégient des « beurettes » et autres carriéristes et stratèges, que par la petite. Cette ignorance ou ce désintérêt témoignent de sa cécité envers l'évolution des profils sociaux d'un fragment de la société française accédant à la classe moyenne, à l'image des instituteurs, postiers, militaires de jadis qui avaient quitté le monde rural. Ceux -là, issus de l'immigration, ont quitté le monde ouvrier et continuent à se faire une place dans un parcours difficile, mais fort éloigné des stéréotypes sur la viande halal, le voile, la burkha qui a fait long feu durant la campagne des présidentielles. Comme l'a écrit Olivier Roy dans *Le Monde* (27 mars 2012) : « En tuant des militaires musulmans, Merah a tué son double ». cet itinéraire d'un djihadiste tranche à la fois avec les parcours ordinaires de la plupart des jeunes français issus de l'immigration car c'est une exception. Par ailleurs, le même journal nous apprend (24 mars 2012) que l'attaque d'une école juive a été improvisée, car Merah voulait tuer un autre soldat.

Beaucoup de travaux ont été réalisés sur ce que l'on appelle communément l'intégration, même si le mot dérange ceux qui sont désignés comme en faisant l'objet. La plupart d'entre eux analysent les bricolages auxquels se livrent les jeunes issus de l'immigration pour concilier leurs appartenances et leur citoyenneté, comme « Enfants de Marianne et de l'islam »<sup>2</sup> et les parcours empruntés par ceux qui accèdent, bon an mal an, à la classe

moyenne. Des manifestations culturelles mettent en scène depuis près de trente ans des auteurs de pièces de théâtre, de romans, de musique, souvent eux-mêmes issus de l'immigration qui mettent en scène des protagonistes qui leur ressemblent, dans leur accès à la classe moyenne assez conforme, somme toute, aux idéaux méritocratiques et républicains. Contrairement à une idée reçue, l'intégration fonctionne, malgré la crise et les discriminations. Mais les représentations communautaires, très fortes dans l'opinion publique, tendent à nier cette réalité invisible. Il est temps de regarder l'autre Mohammed, car il est plus représentatif que Mohammed Merah de la façon dont la plupart de ses congénères sont devenus partie prenante de la société française. ■

1. Voir les articles d'Olivier Roy et d'Elyamine Settoul parus dans *Le Monde* le 27 mars 2012, page 23.
2. Leyla Arslan, *Enfants de Marianne et de l'Islam*, Paris, PUF, 2010